

Territorialisation du travail social en quartier populaire et émancipation des habitants :

Étude de cas de l'association Terrain d'Entente, dans le quartier Tarentaize-Beaubrun à Saint-Étienne

Introduction : Théorie des effets de quartier et politique de la ville : une stigmatisation des habitants de quartiers populaires ?

Née et expérimentée aux Etats-Unis, la théorie des effets de quartier s'est diffusée en France, faisant écho aux actualités des années 80 dans les banlieues. Les sociologues et politiques défendant cette théorie affirment que la concentration de la pauvreté dans un territoire déterminé aggrave les processus d' « exclusion » déjà à l'œuvre dans ces quartiers (Wilson, 1987 ; Crane, 1991 ; Putnam, 2000). Ils préconisent la dispersion de la pauvreté via le déménagement des habitants et la mixité sociale (Bacqué, 2013). C'est à partir de ce schéma de pensée - un diagnostic spatial des problèmes sociaux (Poupeau et Tissot 2005 ; Bellanger, 2018) - que s'est institutionnalisée la Politique de la Ville en France dans les années 90.

Depuis le début des années 2000, les acteurs de la Politique de la Ville concentrent leurs actions et budgets sur la transformation architecturale des quartiers populaire via l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), ainsi que sur la promotion de la « mixité sociale » par le haut. Comme le formule Philippe Genestier, « l'espace mixé [le quartier] est érigé en antidote, voire en instrument majeur de résolution du problème de la pauvreté » (2010 : 31). Pour l'État, l'intervention sur le bâti et l'incorporation de ménages plus aisés permettraient alors de renforcer le « lien social » et de limiter les comportements déviants (ou délinquants) des habitants de quartiers populaires. L'objectif à terme étant de modifier le comportement des habitants déjà présents dans les quartiers par « l'intégration des normes sociales et [leur] insertion sociale » (Epstein, 2016 : 2).

Ces politiques soulignent une perception normative par les pouvoirs publics des comportements, habitus et formes de socialisation des classes populaires¹ (Bourdieu, 1980). La « culture du pauvre » (Hoggart, 1979) est présentée comme responsable de l'exclusion même des habitants des quartiers populaires, et non le système économique actuel, le racisme structurel ou l'inégale répartition territoriales des services publics. Les quartiers populaires et leurs habitants ne sont pas considérés comme des ressources, mais uniquement comme des problèmes, qu'il conviendrait de transformer. La théorie des effets de quartier et la réalisation actuelle de la Politique de la Ville contribuent donc à renforcer en partie les stigmates que vivent les habitants de quartiers populaires (Kirzbaum, 2008)². Elles tendent également à invisibiliser les structures de dominations de classe, de race ou de genre, qui prennent leur source au delà des frontières des quartiers « prioritaires ».

Malgré leur caractère hégémonique, des acteurs non-institutionnels s'inscrivent à contre-courant des représentations négatives véhiculées sur les habitants de quartier populaire, à l'instar de l'association Terrain d'Entente à Saint-Étienne.

Terrain d'Entente intervient depuis avril 2011 dans le quartier « prioritaire » Tarentaize-Beaubrun, dans une démarche de travail de rue et de pédagogie sociale déployée sur l'espace public. L'association a pour objectif de travailler prioritairement avec les habitants du quartier, et plus particulièrement les femmes et les enfants, afin de renforcer le « lien social » et d'améliorer les

1 Le terme de classes populaires désignent « à la fois des positions sociales dominées et des pratiques et comportements culturels séparés des classes et normes dominantes, la notion de « classes populaires » reste « unificatrice » et permet d'étudier « les proximités, transitions, continuités », de réfléchir aux « formes de continuum qui peuvent relier entre eux divers types de groupes dominés » (Schwartz, 2011, p. 30) » (Collectif Rosa Bonheur, 2014 : 126).

2 Stigmates, régulièrement alimentés par les médias et personnalités politiques (De Souza Paes, 2015; Bacqué, 2013)

conditions de vie au sein du quartier. La volonté de construire collectivement les projets avec les femmes et les enfants de Tarentaize-Beaubrun représente un des principes fondamentaux de l'organisation. Les différentes activités sont mises en place en fonction des demandes et envies directement formulées à Terrain d'Entente par les habitants qui sont membres ou fréquentent l'association. Le travail social mené par l'association diverge ainsi de la théorie des effets de quartier – et donc de la Politique de la Ville « jacobine » actuelle (Epstein, 2016) - en considérant qu'un changement peut-être effectué en travaillant à l'échelle d'un quartier populaire avec les habitants *déjà* présents. Ces derniers ne sont pas perçus comme responsables des problèmes sociaux qu'ils vivent mais comme des personnes ressources, et porteuses d'initiatives pouvant améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la communauté, et participer eux-mêmes à leur émancipation (Freire, 1974).

Ainsi, alors que les actions territorialisées menées dans le cadre de la Politique de la ville au niveau des quartiers ont démontré globalement leur échec pour répondre aux besoins des habitants et lutter contre les dominations auxquelles ils font face³, nous pouvons nous demander **si le travail social mené à l'échelle d'un quartier peut-il être émancipateur pour ses habitants ?** Si oui, sous quelles modalités ? Comment Terrain d'Entente participe à la redéfinition de catégories sociales dominantes et stigmatisantes ? Le « quartier » peut-il être un espace de lutte et d'émancipation, et pas uniquement un facteur de renforcement des inégalités et d'accumulation capitaliste (Harvey, 2010) ?

Méthodologie

Nous tenterons de répondre à la problématique et aux questionnements qui en découlent à travers une étude menée sur 5 mois visant à analyser l'expérience associative de Terrain d'Entente et d'en interroger les effets sur les habitants et le quartier Tarentaize. Nous nous focaliserons plus particulièrement sur la territorialisation du travail social à l'échelle micro-locale et ses conséquences, ainsi que sur le fonctionnement de Terrain d'Entente comme vecteur d'émancipation. Puis nous interrogerons la tension entre domination et émancipation socio-spatiale vécue par les habitantes au sein quartier.

Les résultats produits sont issus d'une posture qualitative d'observation participante assumée, qui s'est traduite par une immersion dans les activités hebdomadaires de l'association. Ce travail « de terrain » a été complété par des entretiens approfondis avec des membres de l'équipe encadrante, des femmes membres de l'association, d'anciens employés de la structure, et des représentants de l'État et de Saint-Étienne Métropole. A cela, s'est ajouté en parallèle un travail minutieux de recherche et de lecture scientifique.

La sociologie se caractérisant par une recherche de l'articulation entre société et individu, nous partons de l'hypothèse que la société détermine les individus mais que ces derniers possèdent également une marge de manœuvre vis à vis de celle-ci : tout individu détient une capacité de réflexion et d'action pour se soustraire à la place qui lui a été assignée. Afin de répondre à notre problématique, nous nous attacherons dans un double effort à mettre en avant - et donc à dénaturer - les catégories sociales structurant la société, ainsi qu'à observer leur remise en cause et déconstruction progressive par des pratiques individuelles et collectives au sein de l'association Terrain d'Entente. Dans la lignée de Kant, Leroux et Marx, l'émancipation est donc ici entendue comme la redéfinition des catégories sociales assignant les individus à certains rôles, places, fonctions, et statuts sociaux dans la société (Tarragoni, 2015). Dans le cas des classes populaires et des minorités raciales, sexuelles et de genre, ces catégories sont imposées par les classes dominantes, qui de part leur statut social privilégié ont le pouvoir de les façonner ainsi que de les diffuser jusqu'à ce qu'elles fassent parties du « sens commun » (Streiff-Fénart, 1998). Agir pour redéfinir ces catégories s'inscrit donc dans un processus de prise de pouvoir. C'est pourquoi le concept *d'empowerment*⁴ sera dans cette enquête intimement relié à la notion d'émancipation.

3 Voir : Chriqui, 2011 ; Epstein, 2013 ; Lelévrier, 2010.

4 « L'empowerment articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus

I. Terrain d'Entente : Le quartier comme territoire de mobilisation et d'émancipation des habitants.

Bien que Saint-Étienne soit habitée par de nombreux ménages en situation de fragilité économique ou sociale, le quartier « prioritaire » de Tarentaize se caractérise particulièrement par une importante accumulation de difficultés socio-économiques par rapport au reste de la ville : chômage, revenus faibles, conditions de travail précaires et faible niveau de qualification de ses habitants. Situé à proximité directe d'une des principales mines de charbon du département, le quartier Tarentaize a été marqué par un double processus d'industrialisation et d'ouvriérisme dès le milieu du 19^{ème} siècle, mais aussi plus tard d'immigration avec la multiplication dans les années 1950 des regroupements familiaux (Bencharif, 2008). Tarentaize est ainsi devenu et demeure un des centres principaux de l'activité économique et sociale des communautés immigrées maghrébines à Saint-Étienne. C'est dans ce contexte que se déploie l'action de Terrain d'Entente.

Plus finement, les activités menées par l'association au sein du quartier Tarentaize se concentrent essentiellement autour de l'espace Jean Ferrat, parc public situé aux pieds d'immeubles d'habitation. La centralité de ce parc se traduit par une occupation hebdomadaire de l'espace public par l'association depuis 2011, afin de proposer des temps de jeux gratuits et sans inscription aux enfants du quartier. La visibilité et la régularité de l'occupation sur de long terme d'un espace public proche géographiquement et socialement des habitants, ainsi que le fait de proposer des activités dédiées aux enfants ont constitué des conditions favorables à l'établissement d'un lien de confiance durable entre des militants blancs « de gauche » extérieurs au quartier, et les familles, plus particulièrement les femmes⁵, résidant à Tarentaize.

Le parc public sert donc de lieu de rencontres et d'établissement de liens de confiance avec les habitants du quartier « prioritaire ». Ce sont ces liens de confiance qui permettent par la suite l'implication des habitants dans l'association. Le territoire n'est donc pas utilisé comme un substitut des rapports de domination mais comme un support pour rencontrer et agir avec des personnes appartenant à des catégories socialement dominées. Les « liens de confiance » ici décrits sont assimilables au « lien social » promu par la Politique de la ville. Cependant quand le dernier véhicule une vision dépolitisée des relations interindividuelles et participe à une pathologisation des comportements des habitants de quartiers populaires (Tissot, 2007), les premiers sont utilisés comme une base nécessaire à la mobilisation politique des habitants de quartier populaire pour améliorer leurs propres conditions de vie (Body Gendrot, 2011 ; Alinsky, 1971 ; Pradel, 2018). La territorialisation du travail social dans l'espace public d'un quartier populaire nous semble ainsi être une des conditions permettant une forme d'émancipation des classes populaires, à l'opposée des théories des effets de quartier qui considèrent la concentration de la pauvreté uniquement sous un angle négatif. Cependant, comme l'illustre l'échec relatif de la Politique de la ville, cette territorialisation ne se suffit pas à elle-même et doit être accompagnée par une démarche et une organisation de l'association ne reproduisant pas les mêmes schémas de domination générés par les institutions (Bourdieu, 1964).

II. Fonctionnement de l'association : Participation et émancipation des habitants.

Au sein de Terrain d'Entente, la « participation » des habitants est mise en œuvre à travers

d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être empowered) qu'un processus, cet état et ce processus étant à la fois individuels, collectifs et sociaux ou politiques. Cela implique une démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus, de reconnaissance des groupes ou des communautés et de transformation sociale. » (Bacqué et Biewener, 2013) Loin de l'appropriation individualiste néolibérale du terme, nous mettons ici l'accent sur la dimension collective de l'empowerment.

5 L'éducation des enfants étant de fait prise en charge majoritairement par les femmes. « *En 2010, les femmes effectuent ainsi la majorité des tâches ménagères et parentales – respectivement 71% et 65%.* ». Voir : INSEE, « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans ? », le 29 Octobre 2015. [en ligne], Consulté le 4 Juin 2019. Disponible sur : <https://www.insee.fr/>

plusieurs instances collectives. Nous nous concentrons ici uniquement sur le « Café des femmes » qui comme son nom l'indique réunit chaque semaine une vingtaine de femmes du quartier autour d'un café. Le Café des femmes constitue un espace de sociabilité, d'échange et d'organisation de projet par et pour les habitantes de Tarentaize. En quoi cette instance de participation diffère-t-elle des dispositifs de « participation citoyenne » mis en place par l'État et les municipalités depuis le début des années 2000, et plus particulièrement du conseil citoyen (Bacqué et *al*, 2005) ?

Le fonctionnement du Café des femmes repose sur plusieurs principes : l'ordre du jour n'est pas imposé - c'est-à-dire que les sujets abordés durant la réunion ne sont pas restreints à un thème ou champ - et le temps accordé à un sujet n'est pas limité dans le temps. Tout le monde a la possibilité de venir et de participer sans condition d'inscription ou d'élection et les décisions sont prises collectivement par consentement. L'instance est animée par des membres encadrants de l'association, leur rôle étant de faciliter la parole de toutes - une parole individuelle - et de faire émerger des réponses collectives si demandes ou problèmes il y a. Alors qu'au sein de l'association Terrain d'Entente, la participation des habitants se fait de manière collective, au conseil citoyen, les membres ne peuvent pas choisir l'ordre du jour, qui est prédéfini par les agents de la municipalité. Ils ont uniquement un rôle de « co-construction » et non de « co-décision ». Le contexte formalisé par la loi et son application empirique limitent et contrôlent donc la capacité d'agir des habitants des quartiers populaires (Léa Billen, 2017). Malgré la promotion d'une « démocratie de proximité » affichée, la Politique de la ville reste ainsi une politique « conduite et décidée « par le haut » initiée par des professionnels et des élus locaux » (Bacqué et Mechmache, 2013 : 4), et encourageant peu une mobilisation politique des habitants sur leurs conditions de vie ; limitant *in fine* leur *empowerment*.

A l'inverse, l'organisation de l'association favorise une forme d'émancipation des habitants de Tarentaize par un travail de redéfinition politique de la catégorie d'« habitant de quartier populaire » : il est considéré comme un acteur politique légitime qui participe à travers des instances collectives à la définition de ses priorités quotidiennes et politiques (les unes étant la voie vers l'expression des autres (Balazard, 2018)), ce que le conseil citoyen, limite voire empêche. Contrairement à un fonctionnement *top-down* qui a pour objectif de transformer les habitants, ce sont les habitants qui transforment eux-mêmes leurs conditions de vie à travers un processus d'*empowerment* rendu possible par l'articulation entre le collectif et l'individu. La territorialisation du travail social à l'échelle d'un quartier peut être ainsi vectrice d'émancipation à condition qu'elle soit accompagnée d'un fonctionnement permettant une réelle participation des habitants et d'une remise en cause des structures de domination.

III. Entre domination et émancipation socio-spatiale : La redéfinition de la catégorie de femme racisée, musulmane et de quartier populaire

Le quartier Tarentaize-Beaubrun est un espace marqué par une forte « sociabilité de rue » et appropriation de l'espace public par les hommes (Simon, 1997). A cela, s'ajoute le fait qu'aucun lieu commercial n'est réservé spécifiquement aux femmes, les cafés et coiffeurs étant exclusivement destinés aux hommes. L'espace du quartier est donc ici révélateur de la domination masculine étant donné « l'absence d'espace à soi » pour les femmes. (Clerval et *al.*, 2015 : 14) leur permettant de se rassembler en dehors de la sphère familiale et domestique. C'est en réponse à cela que des femmes de Tarentaize ont créé en 2013 le Café des Femmes à travers l'association Terrain d'Entente. Le souhait de ce groupe de femmes était d'avoir un lieu au sein du quartier, non pas pour participer à une « activité » mais pour se rencontrer et échanger. Pour plusieurs des habitantes de Tarentaize, le Café des femmes permet de rompre un isolement important dû à un parcours migratoire récent. En effet, avant leur participation au Café des femmes leur cercle de sociabilité se limitait à la sphère domestique et familiale. La création d'un espace de socialisation spécialement dédié aux femmes du quartier les a amené à sortir de chez elles et à suspendre momentanément les « rôles féminins

traditionnels ou associés à la division sexuelle du travail », (Faure et Thin, 2007 : 78) qui limitent leur usage hebdomadaire de l'espace aux activités domestiques (courses alimentaires, tâches ménagères, prise en charge des enfants etc.). De plus, cet espace de sociabilité rompt un isolement qui n'est pas uniquement « relationnel » mais aussi « social » : du fait de la répartition territoriale et socio-ethnique des populations, les femmes de Tarentaize peuvent rencontrer des personnes leur ressemblant socialement, avec des expériences et parcours analogues et vivant donc les mêmes problématiques.

Le Café des femmes est un espace centré sur les préoccupations quotidiennes des femmes, mais aussi sur les manières de s'entraider et de mobiliser des ressources collectivement (Collectif Rosa Bonheur, 2014). Ceci permet de sortir des « impasses de l'intervention sociale individuelle » qui invisibilise les rapports de domination et limite la participation des personnes (Coti, 2016 : 84). Ici, c'est la proximité et l'appartenance socio-territoriale commune qui favorisent la solidarité entre les femmes du quartier. Par cette « solidarité de proximité » le quartier peut alors représenter un support d'émancipation féminine, de solidarité et de résistance et pas uniquement un facteur d'accumulation capitaliste (Harvey, 2010), ou de reproduction du pouvoir des dominants (Clerval, et al., 2015). La démarche de Terrain d'Entente s'appuie également sur une émancipation par l'action (Rappaport, 1984 ; Bacqué et Biewener, 2013) : à travers la mise en place de différents projets, les femmes obtiennent une reconnaissance sociale en dehors de la sphère domestique pour un travail « féminin », comme la préparation de repas, mais aussi acquièrent des compétences a priori réservées aux hommes. En effet, l'action de proximité et la prise de confiance soi ont permis l'acquisition de savoirs dit « militants » (Faure et Thin, 2007), tels que formuler ses propres questions et revendications, participer à des réunions, prendre la parole en public, utiliser des médias de communication, rencontrer d'autres associations ou des élus municipaux.

La sociabilité de proximité et le processus d'*empowerment* amorcé par la participation à différents projets ont ensuite permis aux femmes de se mobiliser politiquement en 2015 pour l'obtention d'une barrière de protection pour les enfants sur un parc public, via une méthode analogue à celle du *community organizing*. Cette mobilisation politique souligne l'ineptie des représentations des quartiers populaires comme des « déserts politiques » (Hajjat, 2008), ainsi celles véhiculées sur les femmes musulmanes qui seraient « soumises » aux hommes de ces « quartiers ». Elle démontre aussi que le quartier peut être un support de l'action politique. Ainsi, tout en s'inscrivant dans un processus d'*empowerment*, les actions liées au Café des femmes remettent en cause les frontières de plusieurs catégories sociales et spatiales stigmatisées en France : celles de « femme », de « femme voilée », « d'habitante de quartier populaire » - et par extension « d'homme musulman » et de « jeune des quartiers » - ainsi que celles de « quartier populaire » .

Conclusion : La territorialisation du travail social à l'échelle du quartier, une portée émancipatrice réelle

« En près de 50 ans d'existence de la politique de la ville, le « problème des banlieues » reste toujours inscrit à l'agenda politique national. Malgré les plans d'action successifs et les budgets colossaux investis par l'État et les collectivités locales pour transformer architecturalement et socialement les quartiers populaires, de nombreux chercheurs soulignent depuis plusieurs années l'échec relatif de la politique de la ville pour améliorer durablement la vie des habitants (Epstein, Bacqué, Fol, Tissot). Cet état de fait pourrait nous amener à douter plus largement de la pertinence d'inscrire toute action publique ou collective à l'échelle réduite d'un quartier. Cependant, le travail social mené par l'association Terrain d'Entente au sein du quartier « prioritaire » de Tarentaize à Saint Étienne tend à prouver le contraire en favorisant une forme d'émancipation des habitants.

En effet, la territorialisation de l'action de Terrain d'Entente à une échelle micro-locale sur l'espace public a constitué une étape décisive de mobilisation des habitants de Tarentaize et plus particulièrement des habitantes autour d'un projet associatif. Or ces catégories sociales sont structurellement éloignées des formes d'organisation politique et associative. Le quartier apparaît

alors comme un support possible de solidarité et non uniquement de reproduction spatiale de domination de classe, de genre ou de race, comme le laisse entendre la théorie des effets de quartier. A la territorialisation micro-locale s'ajoute un fonctionnement associatif, qui favorise la redéfinition de la catégorie (négative) d'habitant de quartier populaire en un acteur politique légitime. Via différentes instances participatives et collectives, les membres de l'association sont considérés et se perçoivent comme capables d'identifier des problèmes et des solutions face aux problèmes politiques et de la vie quotidienne.

Enfin, alors que le quartier de Tarentaize peut constituer un espace de domination pour les habitantes étant donnée l'appropriation exclusive de l'occupation de l'espace public par les hommes, il incarne aussi un lieu d'émancipation des femmes. Le travail mené localement par Terrain d'Entente, à travers la création du Café des femmes, a participé à la création d'un lieu de sociabilité local et d'une autonomisation relative des femmes par rapport à la sphère domestique et familiale. Ceci contribue à remettre en cause par l'action les images stigmatisantes véhiculées sur les femmes musulmanes de quartiers populaires qui seraient par nature « soumises » aux hommes de leurs familles. De plus, le quartier a également été le support d'actions politiques et revendicatrices menées par les habitantes, à l'inverse des « déserts politiques » que sont censés représenter les quartiers populaires. L'auto-organisation des classes populaires et leur mobilisation politique rendue possible par l'action localisée de Terrain d'Entente constitue ainsi une forme d'émancipation par rapport à des dominations structurelles et des catégories socialement dévalorisées. En outre, l'ensemble des actions portées par l'association au sein du quartier a permis la construction d'une « solidarité de proximité » entre les habitantes, qui semble aujourd'hui incarner un moyen de mobilisation des classes populaires issues de l'immigration racisée potentiellement plus effectif que celle « de classe » prônées par la gauche et la majorité des syndicats⁶.

L'inscription du travail social à l'échelle d'un quartier nous semble ainsi indispensable pour favoriser la mobilisation et la prise de parole des catégories sociales absentes des instances de participation institutionnelles et de la scène politico-médiatique. Cependant les processus d'empowerment et d'émancipation ici décrits nécessiteraient d'être généralisés afin de participer à la construction d'un mouvement national mené par les habitants de quartiers populaires en France. Ce mouvement politique porté par les personnes concernées pourrait incarner un contre-pouvoir nécessaire face aux discours racistes, sécuritaires, sexistes et islamophobes qui stigmatisent ces dernières, et contribuer à une « politique de la ville » réellement émancipatrice pour les habitants de quartiers populaires

6 Du fait de la répartition spatiale des catégories sociales dans l'espace, la « solidarité de proximité » représente un forme de lutte contre les dominations de classe, de race et de genre. Il est donc important de souligner, que le concept inclut, plus qu'il ne s'oppose à la « solidarité de classe »

BIBLIOGRAPHIE

Livres :

ALINSKY, Saul, *Rules for Radicals*, Random House, 1971.

BACQUÉ Marie-Hélène ; FOL Sylvie. « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse » In *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, sous la direction de J.Y Authier, M.H. Bacqué et F. Guérin-Pace, La Découverte, 2007

BACQUÉ Marie-Hélène, In Actes du colloque « Des 'effets de quartier' à la politique de la ville - Perspectives internationales» Centre d'analyse stratégique, 24 novembre 2011, p 45.

BACQUÉ Marie-Hélène et FOL, Sylvie. *L'immobilité, facteur d'injustice spatiale ?* In : *Ségrégation et justice spatiale* [en ligne]. Nanterre : Presses universitaires de Paris Nanterre, 2013.

BACQUÉ Marie-Hélène et BIEWENER Carole, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, La Découverte, 2013.

BODY-GENDROT Sophie, In Actes du colloque « Des 'effets de quartier' à la politique de la ville - Perspectives internationales» Centre d'analyse stratégique, 24 novembre 2011, p 45.

CHRIQUI Vincent, In Actes du colloque « Des 'effets de quartier' à la politique de la ville - Perspectives internationales», Centre d'analyse stratégique, 24 novembre 2011.

CLERVAL Anne, FLEURY Antoine, REBOTIER Julien, WEBER Serge, (dir), *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2015.

EPSTEIN Renaud, *La Rénovation urbaine*. Presses de Sciences Po, 2013

FREIRE Paulo, *Pédagogie des opprimés*, Petite collection Maspero, Paris, 1974.

HAJJAT Abdellali, « Révolte des quartiers populaire, crise du militantisme et postcolonialisme », in A. Boubeker, A. Hajjat (dir.), *Histoire politique des immigrations post-coloniales. France 1920 2008*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 249-264.

HOGGART Richard, *La culture du pauvre*, Les éditions de minuit, collection le sens commun, 1979, p. 424.

PRADEL Marc, Cabeza Miquel y Marisol Garcia (eds), *El Momento de la Ciudadanía : innovación social y gobernanza urbana*, Catarata, Madrid, 2018.

PUTNAM Robert, *Bowling alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

TARRAGONI Federico, « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », dans Séminaire interdisciplinaires de l'université Paris-Diderot et de l'Université de Bologne « Pour une (re)définition du concept d'Emancipation », 10 avril 2015.

TISSOT Sylvie, *L'État et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Seuil, Paris, 2007.

WILSON William Julius, *Les véritablement désavantagés: Le centre-ville, les classes inférieures et les politiques publiques*, University of Chicago, 1987, 320 p.

Articles de revue :

BALAZARD, Hélène. « Des préoccupations quotidiennes à l'intérêt général », *Revue Projet*, vol. 363, no. 2, 2018, pp. 6-14.

BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, janvier 1980. pp. 2-3

COTI Guillaume, « Faire « avec » les habitants. « Pouvoir d'agir » et renouvellement des pratiques des centres sociaux », *Mouvements*, vol. 85, no. 1, 2016, pp. 80-86.

CRANE John, "The Epidemic Theory of Ghettos and Neighborhood Effects on Dropping Out and Teenage Childbearing", *The American Journal of Sociology*, Vol. 96, N°5, 1991, pp. 1226-1259.

DE SOUZA PAES Paula, « La question de l'immigration comme enjeu de communication publique et politique », *Les Enjeux de l'information et de la communication* 2015/1 (n° 16/1), p. 73-87.

FAURE, Sylvia, et THIN Daniel, « Femmes des quartiers populaires, associations et politiques publiques », *Politix*, vol. n° 78, no. 2, 2007, pp. 87-106.

GENESTIER Philippe, « La mixité : mot d'ordre, vœu pieux ou simple argument ? », *Espaces et sociétés*, 2010, n° 140-141, p. 21-35.

KIRSZBAUM, Thomas, « Rénovation urbaine, une mixité très peu sociale », *Revue Projet*, vol. n° 307, no. 6, 2008, pp. 30-37.

LELEVRIER Christine, « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration ? », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, no. 1, 2010, pp. 59-74.

POUPEAU Franck et TISSOT Sylvie, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2005, n° 159, p. 4-9.

RAPPAPORT Julian, « Studies in empowerment : introduction to the issue », *Prevention in Human Services*, n°3, 1984, p.1-7.

SIMON Patrick, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et sociétés*, vol. 90, no. 2, 1997, pp. 43-68.

STREIFF-FENART, Jocelyne « Racisme et catégorisation sociale », *Quelles initiatives contre le racisme « ordinaire »*, Profession Banlieue, 1998, pp. 23-33.

Thèse :

BENCHARIF Leïla, Thèse « Pour une géo-histoire de l'immigration maghrébine à Saint-Étienne : entre espace encadré et espace approprié », Université Jean Monnet - Saint-Étienne, 2008.

Rapport :

BILLEN Léa, « Programme de co-évaluation des conseils citoyens dans le cadre des travaux de l'ONPV », Université de Nanterres et de la Sorbonne, 2017.

Articles en ligne :

BELLANGER Emmanuel, COLLET Anaïs, DESAGE Fabien, GILBERT Pierre, « Rénovation urbaine. L'espace comme remède à la question sociale ? », *Métropolitiques*, 5 avril 2018. [en ligne], consulté le 18 mai 2019. Disponible sur: <https://www.metropolitiques.eu/>

COLLECTIF-ROSA-BONHEUR, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Penser l'espace en sociologie, mis en ligne le 16 juin 2016, consulté le 03 août 2019. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/>

EPSTEIN Renaud, « Le « problème des banlieues » après la désillusion de la rénovation », *Métropolitiques*, 18 janvier 2016. [en ligne], consulté le 18 mai 2019. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/>